

65^e année. — N° 77.
Le Numéro
10 CENTIMES
BUREAUX
ET RÉDACTION:
Roubaix, Grande-Rue, 11
Tourcoing, rue Carnot, 23
Abbeville, 21, Grande-Rue
Belgique: Nord
et Littoral, 8, 15, 20, 22, 23
Paris, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100

OUBLIER, C'EST TRAHIR

SE SOUVENIR, C'EST SERVIR

Journal de Roubaix

DIRECTRICE : Madame Veuve ALFRED REBOUX

65^e Année. — N° 77.
MERCREDI
17
MARS 1920
Les ANNONCES
et les ABONNEMENTS
sont reçus
11, Grande-Rue, Roubaix
33, rue Carnot, Tourcoing

LE PRÉTENDU ACCORD DES DEUX GOUVERNEMENTS ALLEMANDS

Les États du Sud font l'union. -- Troubles sanglants à Berlin et dans d'autres grandes villes

L'ASSEMBLÉE des Présidents de la Chambre de Commerce à Paris

L'EXAMEN DES QUESTIONS FINANCIÈRES

Paris, 16 mars. — Les présidents des chambres de commerce se sont réunis, à Paris, sous la présidence de M. Jules Poincaré, président de la Chambre de Commerce de Paris, à l'effet d'examiner les projets de création de nouvelles ressources fiscales actuellement à l'état au Parlement. 80 chambres étaient représentées.

Contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre

L'Assemblée, qui avait manifesté récemment ses préférences pour ce mode de contributions, en présence des dispositions de la Commission des Finances, prend acte de cette Commission et le ministre lui-même repousse le projet de super taxe jusqu'au 30 juin 1920, à la condition toutefois que l'impôt projeté sur le chiffre d'affaires n'entre en application qu'à partir du 1^{er} juillet 1920.

Une dérogation se rendra auprès du Ministre des Finances et attirera son attention sur la question du calcul de l'amortissement, qui doit être établi, en tenant compte de l'évaluation considérable de tous les prix.

L'impôt sur le chiffre d'affaires

L'Assemblée se déclare favorable au principe de l'établissement d'un impôt sur le chiffre d'affaires qui a l'avantage de simplifier et d'être plus restreint, mais elle insiste sur le fait que les marchandises destinées à l'exportation en soient exemptées et que, d'autre part, ainsi que l'Assemblée l'a demandé, dans de précédentes délibérations, la taxe atteigne également les coopératives.

La taxe de luxe

Elle se prononce énergiquement contre toute taxe sur les objets de luxe qui sont une des principales sources auxquelles s'alimentent notre commerce d'exportation, et qu'il serait dangereux de supprimer au moment de faire, en la frappant d'une façon spéciale.

En ce qui concerne le taux de l'impôt projeté sur le chiffre d'affaires, elle a constaté que les situations commerciales et industrielles, l'Assemblée admet que la nécessité de créer rapidement des ressources ne permet pas de faire des distinctions, et se rallie provisoirement à l'idée d'un taux unique.

L'Assemblée demande qu'on abandonne le système dangereux de progression qui a été proposé et que l'on revienne à l'impôt dégressif tel qu'il existait avant 1915.

Elle insiste sur le point que la partie des revenus industriels et commerciaux qui a payé l'impôt sur les bénéfices de guerre, ne doit pas être comprise pour le paiement de l'impôt global sur le revenu.

L'impôt sur le capital

L'Assemblée, considérant que l'impôt sur le capital doit être rejeté comme destructif de toute idée d'épargne, de travail et de famille, émet le vœu que l'on revienne dans le calcul des taxes successorales au système de l'impôt dégressif.

UN DÉJEUNER

A la suite de la réunion, les présidents des chambres de commerce ont offert un déjeuner à M. Isaac, ministre du Commerce et de l'Industrie, président honoraire de la Chambre de Commerce de Lyon et ancien vice-président de l'Assemblée. M. Poincaré, président de la Chambre de Commerce de Paris, se faisant leur interprète, a dit leur satisfaction du choix qui a été fait pour diriger le département du commerce. Il a assuré le ministre qu'il trouverait dans la tâche particulièrement difficile qui lui est dévolue, la collaboration la plus cordiale et la plus dévouée.

M. Isaac, dans une improvisation pleine d'humour, a remercié les présidents des chambres de commerce ; il a rappelé la part qu'il a prise à l'organisation de l'Assemblée des Présidents.

LA CONSTITUTION d'un « Parti socialiste français »

Paris, 16 mars. — La « France Libre » publie un manifeste signé des dissidents : Aubriot, Brunet, Coppiens, Defontaine, Oudet Hervé, Lauche, Levasseur, A. Rosier, A. Weber, qui viennent de fonder un nouveau parti. En voici un passage s'adressant aux socialistes unifiés :

Proscrits d'hier, écoutez à votre tour nos accusations.

Qu'avez-vous fait du socialisme ? Vous avez gâché la plus belle situation politique que l'on ait pu espérer un parti. Au seuil de la guerre, au lendemain du martyre de Jaurès, la catastrophe déchaînée sur le monde semblait si déconcertante et si monstrueuse, que le parti socialiste, qui avait ardemment dénoncé, pouvait croître sans mesure, au-dessus de tous les partis, s'il avait, au nom de la morale humaine, cherché les causes de l'agression, poursuivi les auteurs de ses imprécations, défendu énergiquement les victimes.

Au lieu de cela, vous avez pactié avec le crime en faussant la donnée de l'Internationale, et vous êtes ensuite descendus plus bas que cette complicité en étant dupes de l'hybris.

A l'intérieur du parti, vous avez ouvert l'effluve toute grande aux anarchistes, aux néo-socialistes, et vous avez sans pitié à déchaîner l'appétit qu'à instruire la jeunesse ou à discipliner l'énergie.

Nous sommes, nous restons intégralement socialistes, nous réclamant parmi nos contemporains de Bengt Malon, de Joffrin, de Paul Brousse, de Pressac, de Jaurès et de Vaillant.

Nous restons collectivistes, internationalistes, révolutionnaires, sans concessions d'idées, sans abandon de principes.

Nous pensons seulement que notre amour de l'humanité n'a pas le secret de notre amour pour la France, et nous estimons que la transformation socialiste se fera non pas avec des cris et des violences, mais par le travail et l'organisation.

LE PROCÈS CAILLAUX DEVANT LA HAUTE-COUR

L'audience de mardi 16 mars a été consacrée à l'audition de la suite des témoins.

M. Caillaux qui prend ensuite la parole, dit qu'il lui sera très difficile de répondre à ces dépositions qui ne sont que des impressions sur d'autres impressions.

Le greffier lit d'autres dépositions de députés italiens que M. Caillaux qualifie de ramassis de potins, bruit de conversations colportées et dénaturées.

On continuera mercredi, la lecture d'autres dépositions. L'audience est levée à 18 h. 45.

La Majoration des Pensions à la Chambre

Paris, 16 mars. — La Chambre, après un discours du rapporteur, et une intervention du ministre des Finances, a adopté tous les articles et l'ensemble du projet tendant à attribuer des majorations aux titulaires de pensions civiles et militaires.

Les dispositions de la loi stipulent que toutes les pensions seront, à compter du 1^{er} avril 1920, l'objet de majorations fixes. Les pensions ne peuvent être en aucun cas, inférieures à 1500 francs pour les titulaires de pensions d'ancienneté, et à 750 francs pour les veuves, orphelins et titulaires de pensions exceptionnelles. Les articles suivants fixent les détails d'application.

Une médaille commémorative internationale

La Chambre discute ensuite le projet instituant une médaille commémorative internationale, dite médaille de la victoire.

MM. de Cassagnac, Bourlier, Vidal et Blizot prennent successivement la parole, sur un amendement de M. Bourlier tendant à l'attribution de la médaille aux militaires du service de santé ayant appartenu au service des armées.

L'amendement est adopté par 356 voix contre 208.

La suite de la discussion est remise à jeudi ; la séance est levée à 19 h. 15.

Les effectifs militaires de l'Allemagne sont évalués à 400.000 hommes

Paris, 16 mars. — Il résulte des renseignements fournis par de hautes personnalités militaires, que les effectifs militaires actuels de l'Allemagne peuvent être évalués à 400.000 hommes, indépendamment des différentes autres gardes civiques.

LA TRAGI-COMÉDIE ALLEMANDE

Pendant que se déroule le chassé-croisé politique on s'entretient dans les rues de Berlin et des grandes villes

Ebert repousse les pourparlers avec les auteurs du coup d'Etat. Kapp renonce à former un ministère. -- Les États du Sud réunis en un seul Etat. -- Les troubles. -- Les grèves. -- L'attitude des Alliés

Une dépêche officielle de Berlin nous apportait hier la surprenante nouvelle que les gouvernements de Berlin et de Dresde s'étaient mis d'accord pour terminer, par un compromis, la crise provoquée par le coup d'Etat. Mais mardi matin, on apprenait de Suisse, d'après des nouvelles de Stuttgart, siège actuel du gouvernement d'Ebert, que l'accord était démenti.

Non seulement aucun compromis ne s'est fait, mais la grève générale, qui avait commencé à se développer très sérieusement, a pris une extension considérable et, de partout, l'on signale des rencontres sanglantes.

Ebert repousse les offres des auteurs de la contre-révolution LA SITUATION

Stuttgart, 16 mars. — Le Conseil de Cabinet d'Empire s'est réuni sous la présidence d'Ebert et a décidé de repousser l'ouverture des pourparlers avec les auteurs du coup d'Etat dont le gouvernement constitutionnel exige la démission sans conditions.

Le gouvernement du Reich déclare avoir conservé le contact avec la plupart des partis du territoire allemand.

L'Assemblée Nationale est convoquée pour mercredi à Stuttgart.

On dément formellement que toute l'Allemagne du Nord soit aux mains de Kapp, dont le coup d'Etat reste localisé dans le centre de Berlin où il se maintient par la force des baïonnettes. Partout, les populations restent favorables au gouvernement régulier.

Le mouvement de protestation contre le coup d'Etat se poursuit en dépit des nouvelles rassurantes émanant du gouvernement Kapp.

Le Chancelier Kapp renonce à former un Cabinet

Le chancelier Kapp, renonçant à former un Cabinet, en ce moment, a remis la direction des affaires au doyen des sous-secrétaires d'Etat.

Entre temps, on apprend de source digne de foi, que ce matin, les sous-secrétaires et tous les ministres ont unanimement pris la décision de ne recevoir aucun ordre du nouveau gouvernement, mais ils resteront fidèles à leur poste et dirigeront les affaires courantes selon le programme de l'ancien gouvernement.

Les appuis du Gouvernement Bauer

Londres, 16 mars. — On mande de Brême aux journaux, que le premier baronnet maréchal de l'Assemblée Nationale de cette ville que le Sénat admettra uniquement au gouvernement Ebert-Bauer et fera tout son possible pour établir l'ordre constitutionnel.

Les États du Sud se réunissent en un seul Etat

Une dépêche de Londres annonce que les trois États du Sud : la Bavière, le Wurtemberg et le Pays de Bade, se sont réunis en un seul Etat.

En Bavière LE GENERAL VON MEHLE DICTATEUR A MUNICH

Munich, 16 mars. — A l'issue du Conseil des ministres, la proclamation suivante, émise de tous les ministres, a été affichée dans la ville :

Tous les pouvoirs civils et militaires sont remis pour la ville et le district de Munich, au général von Mehle, commandant de la garnison de la Reichswehr, nommé commissaire de l'Etat par le gouvernement. Le général von Mehle s'est adjoint pour l'exercice des pouvoirs civils, le président de la Haute Barrière, le conseiller d'Etat Kahr. Le nouveau commissaire interviendra pour préparer la cessation du travail dans les entreprises indispensables à la vie sociale.

LES TROUBLES RENCONTRES SANGLANTS A BERLIN

Des rencontres sanglantes se sont produites dans différents quartiers de Berlin, où les troupes, armées par la force, font usage de leurs mitrailleuses ; on compte de nombreux tués et blessés.

Les mêmes faits se sont produits à Stettin et à Charlottenburg.

A Berlin, une explosion de grenades s'est produite devant le quartier général de Von Lutwitz.

AUX USINES KRUPP D'ESSEN

Suivant des rapports d'Essen, une forte effervescence s'est emparée des ouvriers à la nouvelle du coup d'Etat.

Il y a eu des collisions sanglantes entre ouvriers et partisans du nouveau gouvernement. Il y a vingt morts et de nombreux blessés.

BATAILLES RANGÉES A DRESDE

Dresde, 16 mars. — De véritables batailles rangées se déroulent dans les rues. Des autos blindées, montées par des soldats de la Reichswehr, ont vainement tenté de reprendre l'hôtel des Postes, occupé par la garde des ouvriers.

SANGLANTES FUSILLADES A LEIPZIG

A Leipzig, de nouvelles et sanglantes fusillades se sont produites ; il y a de nombreuses victimes.

A CHEMNITZ

Les ouvriers s'emparent du pouvoir

Chebnitz, 16 mars. — Les ouvriers se sont emparés du pouvoir et ont occupé les bâtiments publics. Ils ont constitué un Comité provisoire composé de trois social-démocrates, trois indépendants et trois communistes.

Les soldats et bourgeois de la Hanswehr ont été immédiatement désarmés et tous les bâtiments publics occupés.

A BRANDEBOURG L'état de siège proclamé

Brandebourg, 16 mars. — La ville a été occupée par des détachements de troupes venus de Postdam ; l'état de siège a été proclamé ; la population a été invitée à rendre les armes ; plusieurs personnes auraient été tuées, au moment de l'entrée des troupes dans cette ville.

A Schenburg, près de Berlin, une collision a eu lieu. Il y aurait plusieurs tués.

A Dortmund, une fusillade s'est engagée en ville et à la gare. Il y a plusieurs tués et de nombreux blessés. Le travail a cessé complètement dans les grandes fonderies de cette ville.

A Francfort-sur-le-Main, la ville est entièrement au pouvoir des ouvriers.

A Hanovre, la gare a été prise d'assaut par les ouvriers.

A Bochum et à Essen, d'après un avis officiel, la République des soviets aurait été proclamée.

A Dresde, les ouvriers se sont armés.

LES GRÈVES A AIX-LA-CHAPELLE

Les orateurs socialistes invitent les ouvriers à reprendre le travail

Aix-la-Chapelle, 16 mars. — Au cours d'un meeting socialiste, les orateurs ont engagé les ouvriers à reprendre le travail, mardi matin. En dehors du district d'Aix-la-Chapelle, aucun mouvement de grève n'est signalé dans la zone belge où le calme est complet.

A TREVES, GREVE GENERALE

Trevés, 16 mars. — La grève générale bat son plein. Le gouvernement de la Reuss s'est refusé à Groetz où il a l'intention d'organiser la résistance armée. On s'attend à une proclamation émanant de la République des Soviets.

A GOTHA

Gotha, 16 mars. — Tous les partis politiques restent fidèles au gouvernement régulier ; la grève générale est effective, seuls les trains de denrées alimentaires circulent.

KAPP EDICTE LA PEINE DE MORT CONTRE LES MENEURS DE GREVE

Berlin, 16 mars. — Une ordonnance de Kapp edicte la peine de mort contre les meneurs de grève.

L'attitude des Alliés

Paris, 16 mars. — Les journaux se préoccupent de l'attitude qu'adopteront les Alliés. Les récentes discussions du Conseil Suprême ont prouvé la volonté des Alliés de rester unis et pour les mesures de précaution de se remettre au maréchal Foch et l'amiral Beatty.

L'« Echo de Paris » apprend que le War-Office a envisagé la possibilité d'envoyer des renforts sur le Rhin, en cas de non exécution du traité de paix.

LES MISSIONS ALLIÉES ET LE GOUVERNEMENT KAPP

Londres, 16 mars. — L'Agence Reuters apprend qu'il n'y a pas de communications formelles entre les représentants alliés et le nouveau gouvernement de Berlin ; le bruit que les missions alliées avaient reconnu ce gouvernement est inexact.

LE GENERAL NOLLET REFUSE TOUTE RELATION AVEC VON LUTWITZ

Cologne, 16 mars. — Bien que le gouvernement fasse annoncer qu'il a été reconnu par les missions étrangères, le général Nollet a refusé de prendre acte des communications qui lui étaient faites de la part du général von Lutwitz.

ON SURVEILLE L'EX-KAISER

D'autre part, on croit savoir que l'Angleterre a insisté sur la nécessité de resserrer la surveillance de l'ex-kaïser.

On précise que le représentant de la France a été, au début des événements actuels, informé par le ministre des affaires étrangères néerlandais, que des mesures de précaution spéciales avaient été prises à Amersongen.

DANS LE SLESVIG

Pour la deuxième zone, le plébiscite donne une grosse majorité pour le rattachement à l'Allemagne

Hambourg, 16 mars. — La commission allemande pour le budget du Slesvig annonce que les résultats officiels du référendum dans la deuxième zone du Slesvig septentrional a donné une majorité de 6/7 des voix en faveur de l'Allemagne.

Dans le district de Flensbourg, il y a eu 4.751 voix pour l'Allemagne contre 1.451 pour le Danemark. Dans la ville même de Flensbourg, le nombre des voix est élevé à 27.058 pour l'Allemagne et 8.935 pour le Danemark.

La Grève Générale de l'Industrie Textile à Lille - Roubaix - Tourcoing

SEPTIEME JOURNÉE

UN GRAND MEETING EN PLEIN AIR A LA JONCTION DE ROUBAIX-TOURCOING, BOULEVARD DESCAT

L'événement de la journée de mardi fut la manifestation organisée par les Syndicats ouvriers textiles adhérents à la C. G. T. Les grévistes de Roubaix, Lannoy, Croix et Wazemmes s'étaient réunis à 14 heures, à La Paix et vers 15 heures moins le quart un imposant cortège de près de cinq mille grévistes s'est mis en marche. La fanfare « La Paix » précédait les manifestants et jouait quelques pas redoublés.

Par la rue de Lannoy, la place de la Liberté, la Grand'Rue, le cortège déboucha sur la Place et emprunta la rue Saint-Georges, parcourut la rue du Grand-Carmain, la rue de Mouvans, la rue de l'Ouest, et par la rue d'Alsace et le boulevard de la République, arriva au boulevard Descat où il fit jonction avec les manifestants de Tourcoing, Halluin, Roubaix et Monsieun, qui étaient venus de la Maison du Peuple, de Tourcoing.

Les musiques jouèrent alors l'« Internationale », la « Carmagnole », etc.

Sur tout le parcours comme durant la manifestation, aucun feu n'est produit, et le calme le plus parfait a régné.

Sur le trottoir, derrière l'usine Vanouty, montés sur un chariot amené pour cet usage, prirent place MM. Roger, président du Syndicat textile de Roubaix, H. Lefebvre, secrétaire du Syndicat de Roubaix, H. Lefebvre, de Tourcoing, Loridan, d'Halluin, Claude, délégué de la Fédération Nationale du textile, Demoulin, secrétaire adjoint de la C. G. T., Debraubander, adjoint au maire de Roubaix, et divers membres des Commissions syndicales des ouvriers.

Le nombre des manifestants a pu être évalué à 12.000.

Tout à tour, MM. Loridan, secrétaire du Syndicat textile d'Halluin, Claude et Demoulin, de la C. G. T., prirent la parole et firent le procès du capitalisme et de la bourgeoisie, dont la chute, à leur avis, est toute proche. « La grève générale sera l'arme de la C. G. T. lorsque celle-ci aura la certitude que l'heure est venue de marcher ».

M. Demoulin s'attaqua au gouvernement français, qu'il rend responsable de la situation financière. Il lui reprocha la dette de 200 milliards, le budget de 50 milliards, et le moule lancant à un emprunt qui échoue.

Les orateurs déclarèrent aussi que la cause de cette grève était juste et que la victoire semblait certaine. Malgré toutes ces belles promesses, les applaudissements furent peu nourris.

Ces discours durèrent 45 minutes environ, puis les grévistes de Roubaix se disloquèrent, tandis que ceux de Tourcoing, faisant demi-tour, empruntèrent le même itinéraire qu'à leur arrivée.

Au départ comme à l'arrivée, aucun incident n'est à signaler ; le calme le plus parfait n'a cessé de régner.

LES MISSIONS ALLIÉES ET LE GOUVERNEMENT KAPP

Londres, 16 mars. — L'Agence Reuters apprend qu'il n'y a pas de communications formelles entre les représentants alliés et le nouveau gouvernement de Berlin ; le bruit que les missions alliées avaient reconnu ce gouvernement est inexact.

LE GENERAL NOLLET REFUSE TOUTE RELATION AVEC VON LUTWITZ

Cologne, 16 mars. — Bien que le gouvernement fasse annoncer qu'il a été reconnu par les missions étrangères, le général Nollet a refusé de prendre acte des communications qui lui étaient faites de la part du général von Lutwitz.

ON SURVEILLE L'EX-KAISER

D'autre part, on croit savoir que l'Angleterre a insisté sur la nécessité de resserrer la surveillance de l'ex-kaïser.

M. LEREDU VISTE-LES RÉGIONS DÉVASTÉES

Paris, 16 mars. — M. Leredu, sous-secrétaire d'Etat aux Régions Libérées, vient de faire un second voyage dans les départements dévastés. Il a visité Châteaufort, Soissons, Laon, Saint-Quentin, Péronne et Albert, où il a repris le train pour Paris.

L'indemnité parlementaire sera portée à 30.000 francs

Paris, 16 mars. — On annonce que les trois questeurs de la Chambre, après avoir pris avis de la commission de comptabilité, vont déposer une proposition de loi tendant à porter l'indemnité parlementaire de 15.000 à 30.000 francs.

Les Meetings socialistes pour l'Annistie

Paris, 16 mars. — La commission administrative de la C. G. T. fait connaître que les meetings qu'elle organise le dimanche 21 mars, en ce qui concerne l'annistie, auront lieu dans 50 villes, dont Lille, Roubaix, Calais.

Dernières Nouvelles Sportives

LE MATCH OULOU-LIEDOUX. — Paris, 16 mars. — Ce soir, au cirque de Paris, le champion de France Oulou-Liedoux a été battu par le champion d'Europe, l'Américain Johnny Conlon.

Après deux rounds, au cours desquels les deux adversaires s'observèrent, acquiescèrent solennellement à la décision du jury, Oulou-Liedoux fut déclaré vaincu. Conlon fut déclaré vainqueur. Oulou-Liedoux se retira sans combattre, mais ce n'est pas un échec, car il a gagné le respect de son adversaire.

A la 6^e reprise, Liedoux atteignit vigoureusement et jeta Conlon à terre pour de bon. Sa victoire fut célébrée par de chaleureuses ovations.

Avant le match, Francis Charles avait battu Maximal Thomas en 12^e round sur points.

Les relations avec le Vatican ET le groupe socialiste de la Chambre

Paris, 16 mars. — Le groupe socialiste de la Chambre a désigné MM. Paul-Boncour, Varenne et Marcel Sembat pour intervenir dans la discussion du projet de loi portant rétablissement de l'ambassade de France auprès du Saint-Siège.

LES GRÈVES A DRESDE

Meyence, 16 mars. — On mande de

DERNIÈRE HEURE

LES ÉVÉNEMENTS D'ALLEMAGNE

Von Lutwitz contre la démobilisation et la destruction du matériel de guerre

L'ALLEMAGNE DOIT SE PRÉPARER A UNE NOUVELLE GUERRE

Aucun compromis entre Stuttgart et Berlin

Paris, 16 mars. — La « Liberté » dit que le docteur Mayer, chargé d'affaires allemand à Paris, représentant le gouvernement Ebert-Bauer, a fait connaître, au ministère des affaires étrangères, qu'aucun compromis n'est encore intervenu entre Stuttgart et Berlin.

Pourparlers interrompus

Berlin, 16 mars. — Les négociations entre les gouvernements de Dresde et de Berlin n'ont pas abouti. Les négociateurs pensaient former un ministère de coalition, allant des indépendants aux conservateurs, mais toutes les personnalités présentes se sont retirées et les pourparlers ont été interrompus.

Le maréchal Hindenburg la « grande espérance du peuple allemand »

que le général Groener aurait envoyé au maréchal Hindenburg un télégramme dans lequel il déclare que le maréchal est la grande espérance du peuple allemand. Un mot de lui suffirait pour amener l'armée sur un terrain constitutionnel. En même temps, le général Groener a envoyé au gouvernement du Reich, à M. Ebert, un télégramme dans lequel il lui a demandé d'intervenir auprès du maréchal Hindenburg, en faveur du retour à la Constitution.

GRAVES DÉCLARATIONS DU CHANCELIER BAUER

Le « Temps » dit que dès son arrivée à Stuttgart, le chancelier Bauer a déclaré à la presse qu'une des conditions les plus graves que le général Von Lutwitz a posées au Cabinet d'Empire, est que la démobilisation de l'armée telle qu'elle a été exigée par le traité de Versailles ne doit pas avoir lieu, et la destruction du matériel de guerre, et que l'Empire doit, au contraire, se préparer à une nouvelle guerre.

Notre chargé d'affaires en Allemagne

Berlin, 16 mars. — On mande de Stuttgart : Le chargé d'affaires français, M. Léon Bruneau, désigné pour maintenir les relations diplomatiques, est arrivé à Stuttgart. Il a fait immédiatement une visite au ministre, M. Muller. Ce dernier lui a fait un rapport très détaillé sur la situation des affaires en Allemagne, et a adressé d'avoir à quitter son poste aussi vite que possible. Le bruit court que le comité de la direction des chemins de fer de Berlin aurait invité le gouvernement Kapp à se retirer.

L'arrestation du célèbre écrivain allemand Harden

Londres, 16 mars. — On annonce de Berlin l'arrestation de Maximilien Harden, l'écrivain allemand bien connu.

A Munich

Berlin, 16 mars. — On mande de Berlin : L'Agence Wolff publie la dépêche suivante de Munich : Le nouveau Cabinet est en formation. Le docteur Helm entre dans le Cabinet et on prévoit qu'il en prendra vraisemblablement la présidence. Les troupes sont maîtresses de la situation. Une évolution responsable des événements est assurée, les populations des campagnes défilent momentanément une dictature militaire.

LES TROUBLES SITUATION SÉRIEUSE A BERLIN

Berlin, 16 mars. — L'Agence Wolff publie une dépêche, disant que tout montre maintenant que la situation à Berlin devient de plus en plus sérieuse.

Dans les quartiers ouvriers, les spartakistes gagnent visiblement des adhérents.

SOIXANTE-TROIS MORTS A DRESDE

Berlin, 16 mars. — On mande de Berlin : L'Agence Wolff publie la dépêche suivante de Leipzig :

Dans la nuit de lundi à mardi, de sérieux combats se seraient déroulés dans les rues de Dresde. L'attaque menée contre le bâtiment des postes, a coûté 63 morts et une centaine de blessés.

A LEIPZIG

Quinze morts et cinquante blessés

Coblentz, 16 mars. — Au cours des troubles qui ont eu lieu hier, à Leipzig, il y eut quinze morts et une cinquantaine de blessés.

NEUF MORTS A DUISBOURG

Dix MORTS A ESSEN

Meyence, 16 mars. — A Duisbourg, des troubles ont eu lieu. On signale 9 morts et 81 blessés.

A Essen, on signale 10 morts.

LES GRÈVES A DRESDE

Meyence, 16 mars. — On mande de

LES GRÈVES A DRESDE

Meyence, 16 mars. — On mande de

LES GRÈVES A DRESDE

Meyence, 16 mars. — On mande de